

Demande présentée avec l'aide d'un avocat pour une instance sur les demandes de report et les requêtes en sursis

Ce formulaire est réservé aux demandes pour les services suivants en droit de l'immigration et des réfugiés :

- Demandes de report
- Requêtes en sursis

Il s'agit d'un formulaire de demande initial qui doit être rempli par un avocat au nom de la personne qui fait la demande pour commencer le processus de demande. Lorsque les renseignements fournis satisfont aux exigences d'admissibilité, un certificat sera délivré et envoyé directement à l'avocat.

Lorsque l'admissibilité financière ne peut pas être vérifiée ou qu'il n'existe pas de consentement et de déclaration avec Aide juridique Ontario (AJO), les personnes qui font une demande sont appelés à contacter AJO au **416 979-1446** ou au numéro sans frais **1 800 668-8258** pour remplir un formulaire de consentement et de déclaration. AJO peut également envoyer le présent formulaire à l'avocat choisi par la personne qui fait la demande lorsqu'elle a initialement demandé un certificat et que des renseignements supplémentaires sur l'affaire sont requis pour déterminer l'admissibilité.

Si vous ne remplissez pas ce formulaire en entier, le client ou la cliente pourrait devoir communiquer avec AJO pour présenter une demande dans le cadre du processus normal.

Renseignements sur le client ou la cliente

Nom :

Numéro de
client d'AJO :

Adresse du domicile :

Unité ou app :

Ville :

Province:

Code postal :

Téléphone :

Courriel :

Date de naissa :

Sexe : Masculin Féminin X Inconnu

Statut au Canada :

Pays d'origine :

Au Canada depuis :

Questions sur les détails de l'affaire juridique pour les requêtes en sursis et les demandes de report

Le client a-t-il reçu « l'ordre de se présenter aux fins de renvoi » indiquant la date à laquelle l'ASFC prévoit qu'il ou elle quittera le Canada? Oui Non

Remarque : Si le client n'a pas encore de date de renvoi, il n'est pas admissible au certificat pour la demande de report ou la requête en sursis. Pour demander une dérogation, veuillez fournir des **explications** ci-dessous :

Date à laquelle le client a reçu l'ordre de se présenter aux fins de renvoi?

Date de renvoi :

Dans quel pays le client sera-t-il renvoyé :

Y a-t-il des dates d'audience ou des échéances à venir en matière d'immigration?	Oui	Non
--	-----	-----

Si la réponse est « oui », précisez :

Le client a-t-il déjà présenté une demande de report du renvoi ou déposé une requête urgente demandant qu'il soit sursis à son expulsion?	Oui	Non
---	-----	-----

Si la réponse est « oui » :

Le client a-t-il une demande de révision judiciaire en instance devant la Cour fédérale, ou va-t-il ou elle en déposer une bientôt?	Oui	Non
---	-----	-----

Si la réponse est « oui », précisez et indiquez le résultat :

Le client a-t-il une demande de révision judiciaire en instance devant la Cour fédérale, ou va-t-il ou elle en déposer une bientôt?	Oui	Non
---	-----	-----

Dans l'affirmative : Quel type de décision fait l'objet d'un contrôle judiciaire (p. ex., Section de la protection des réfugiés [SPR], Section d'appel des réfugiés [SAR], examen des risques avant renvoi [ERAR], considérations d'ordre humanitaire, etc.) :

À quelle étape en est-elle? (La demande d'autorisation est-elle mise en état, etc.?)
Fournissez les numéros de dossier de la Cour fédérale :

Quel est le certificat visé par la demande?

Demande de report

Requête en sursis

Un autre certificat d'immigration est-il demandé? Si oui, précisez dans l'espace ci-dessous et donnez les détails :

Questions sur les détails de la cause juridique pour les demandes de report

Pour être admissible au certificat, la demande de report doit être liée à une instance en cours qui permettrait au client de demeurer au Canada de façon permanente. Cela comprend les procédures qui feront en sorte que le client devienne :

- Un résident permanent (report en attente d'une demande de considérations d'ordre humanitaire ou d'une demande au titre de la catégorie des conjoints de fait au Canada);
- Une personne protégée (report en attendant un examen des risques avant renvoi [ERAR] subséquent ou une demande de réouverture d'un examen ERAR, une demande d'asile ou une demande de réouverture d'un appel).

AJO ne couvrira généralement pas les demandes de report :

- Pour les séjours temporaires au Canada afin de permettre aux enfants de terminer leurs années scolaires ou de subir des interventions médicales.
- En attendant le résultat des demandes de contrôle judiciaire en instance à la Cour fédérale – dans ces cas, il faut demander une couverture de la requête en sursis.

Jusqu'à quel événement ou quelle date le report du renvoi sera-t-il demandé?

Qu'arrivera-t-il au client si le report n'est pas accordé?

Le client a-t-il des demandes d'immigration en attente? (p. ex. considérations d'ordre humanitaire, demande de par-rainage, deuxième ERAR, autre) :

Oui

Non

Type de demande en attente :

Date de soumission :

Le client fait-il face à de graves risques ou difficultés dans son pays d'origine?

Oui

Non

Veillez décrire :

Le client a-t-il déjà présenté une demande d'asile ou fait l'objet d'un ERAR? Si la réponse est « oui », y a-t-il de nouvelles preuves du risque qui n'étaient pas disponibles auparavant? Dans l'affirmative, veuillez décrire les nouveaux éléments de preuve et la date à laquelle ils sont devenus disponibles :

Le client a-t-il des problèmes de santé graves, y compris des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie?

Oui

Non

Dans l'affirmative, décrivez tout traitement que le client ou la cliente reçoit au Canada et la façon dont son renvoi du Canada aura une incidence sur sa santé. Indiquez si le client ou la cliente a reçu un diagnostic officiel :

Si le client a des enfants, comment les enfants seront-ils touchés par le renvoi du client? Les enfants doivent-ils être renvoyés avec le client?

Questions sur les détails de la cause juridique pour les requêtes en sursis

À l'égard de quel type de demande de contrôle judiciaire une requête en sursis sera-t-elle présentée?

SPR ou SAR

ERAR

Considérations d'ordre humanitaire

Refus de la suspension des renvois

Autre (veuillez préciser) :

Le client a-t-il déjà reçu la couverture du certificat de contrôle judiciaire pour le contrôle judiciaire?

Oui (fournir le numéro du certificat) :

Non (un certificat d'évaluation du bien-fondé du contrôle judiciaire sera délivré et la couverture du sursis sera incluse si le bienfondé est établi).

Revenu annuel brut actuel du client ou de la cliente :

Sources de revenus du client: (peut inclure : emploi, OT, POSPH, aucun revenu. Si la réponse est « autre », veuillez préciser les sources de revenus du client ou de la cliente.)

Numéro du membre du programme OT ou du POSPH :

Le cas échéant :

Nom du conjoint ou de la conjointe (prénom, deuxième prénom, nom de famille)

Revenu annuel brut du conjoint ou de la conjointe :

Sources de revenu du conjoint ou de la conjointe : emploi, OT, POSPH, aucun revenu. Si la réponse est « autre », veuillez préciser :

Propriété appartenant au client ou à son conjoint ou à sa conjointe : Oui Non

Autres actifs détenus par le client ou son conjoint ou sa conjointe, y compris les fonds disponibles, comme les soldes des comptes bancaires :

Impossible d'obtenir des renseignements du client

Pièces jointes

Lorsque vous soumettez ce formulaire par courriel (voir ci-dessous), veuillez joindre des copies des documents suivants (s'il y a lieu) :

- Ordre de se présenter aux fins de renvoi
- Note préparée pour les autorisations d'appel de la Cour fédérale pour tout contrôle judiciaire en attente
- Décision de la SPR, de la SAR, d'ERAR et sur les considérations d'ordre humanitaire (toutes les décisions, le cas échéant)
- Observations écrites sur la demande de report ou la requête en sursis (si elles ont déjà été déposées)
- Toute décision de report ou ordonnance de requête en sursis antérieure (le cas échéant)
- Deux derniers talons de paie, si le client ou son conjoint ou sa conjointe est employé(e)

Attestation de l'avocat

En soumettant ce formulaire, je déclare que le demandeur ou la demandeuse a consenti verbalement à ce que je présente cette demande en son nom. Je confirme que les renseignements contenus dans le présent document sont complets, véridiques et exacts autant que je sache. J'ai confirmé que le demandeur ou la demandeuse comprend que, conformément à l'article 13 de la Loi de 2020 sur les services d'aide juridique, Aide juridique Ontario peut recouvrer les coûts de l'aide juridique. J'atteste également que le demandeur ou la demandeuse conserve l'avis de recouvrement ci-dessous.

Je confirme et déclare en outre que:

J'ai déjà représenté la personne qui fait la demande auprès d'AJO. J'ai confirmé que la personne qui fait la demande comprend que le certificat me sera délivré et consent à ce qu'il me soit envoyé directement;

Je n'ai pas déjà représenté la personne qui fait la demande auprès d'AJO. Je reconnais que j'ai expliqué la personne qui fait la demande ses droits et options, y compris le droit de retenir les services d'un avocat de son choix. J'ai confirmé que, étant au courant de ses options, la personne qui fait la demande consent à ce que le certificat soit délivré et envoyé directement à moi.

Nom

Numéro de l'avocat

Signature

Date

Les renseignements sont recueillis en vertu de la *Loi de 2020 sur les services d'aide juridique* et conformément à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* (LAIPVP) (1990) afin de déterminer l'admissibilité aux services d'aide juridique, de permettre le recouvrement ou l'exécution de toute dette envers AJO, et d'identifier les personnes à faible revenu et les collectivités défavorisées afin d'évaluer leurs besoins juridiques. Toute question concernant cette collecte doit être adressée au coordonnateur de la gestion de l'information et de la protection de la vie privée à fippa@lao.on.ca ou au 1 800 668-8258.



LEGAL AID ONTARIO
AIDE JURIDIQUE ONTARIO